

UNE FARM BILL PLUS JUSTE POUR LE MONDE

Zoom sur la Farm Bill

Tous les cinq à sept ans, le Congrès américain édicte la Farm Bill, la politique agricole des États-Unis, qui définit les politiques de subventions au secteur agricole, d'aide alimentaire, de protection de l'environnement et de la concurrence. Au niveau international, la politique agricole des États-Unis a attiré de plus en plus d'attention ces dernières années. Les négociateurs dans le domaine du commerce mettent en exergue les distorsions provoquées par la « Farm Bill ». Selon eux, les millions de dollars de subventions versés au secteur agricole et la pression exercée par les États-Unis sur les autres pays pour baisser les barrières douanières sont les principales causes du dumping existant sur les marchés agricoles. Les multinationales de l'agrobusiness dont le siège est aux États-Unis ne sont pas soumises assez strictement à la loi anti-cartel américaine, ce qui provoque une accélération de la concentration du marché agricole mondial souvent au détriment des agriculteurs. Les experts en santé et les environnementalistes critiquent l'exportation des produits et du système alimentaire américains.

En 2007, l'Organisation Mondiale du Commerce prévoit de conclure le cycle de Doha au moment où les États-Unis vont édicter une nouvelle Farm Bill. Tandis que ces deux accords sont censés se renforcer mutuellement et être complémentaires, du fait de la suspension des discussions du cycle de Doha et du renversement de la majorité lors des élections du Congrès, le contenu de la Farm Bill sera essentiellement déterminé par les contraintes budgétaires et les calculs de politique intérieure. Les élus au Congrès ont assuré qu'ils n'anticiperaient pas les résultats de l'accord de Doha sur l'agriculture. Le Président du groupe sur l'agriculture à la Chambre, Collin Peterson (un Démocrate de l'état Minnesota) a par ailleurs avancé qu'il « [voulait] édicter une Farm Bill qui soit bonne pour l'agriculture. Si quelqu'un veut nous poursuivre en justice [à l'OMC], nous avons énormément d'avocats à Washington ». Le débat sur la Farm Bill ayant sérieusement commencé, le moment est propice pour réfléchir sur les façons d'amener la politique agricole américaine à mieux soutenir les petits agriculteurs et le développement rural au niveau international. Plus spécifiquement, nous allons examiner comment la Farm Bill affecte le commerce, les subventions, le dumping, l'aide alimentaire, la concentration du marché et la santé publique.



Institute for Agriculture and Trade Policy

2105 First Avenue South | Minneapolis, Minnesota 55404 | USA | (612) 870-0453 | iatp.org

"A Fair Farm Bill for the World"

Édition originale : mars 2007. Traduction française : mai 2007. © 2007 Institute for Agriculture and Trade Policy. Tous droits réservés.

Un pas de deux avec l'OMC

Les critiques de la politique agricole américaine ont été assez importantes au sein de l'OMC. Parmi les membres de l'organisation, les États-Unis sont certainement les plus grands défenseurs de la libéralisation aux côtés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. L'administration a toujours refusé d'accorder des flexibilités aux pays pauvres afin de leur permettre de protéger certaines productions vitales pour leur sécurité alimentaire et leur développement rural. Selon elle, seule l'ouverture des marchés permet d'assurer le développement. Toutefois, les millions de dollars d'aides gouvernementales pour les programmes agricoles aux États-Unis sont en totale contradiction avec la rhétorique de l'ouverture des marchés, ce qui rend les partenaires commerciaux à la fois cyniques et sceptiques quant aux intentions américaines.

Les États-Unis ont également sapé les tentatives au sein de l'OMC d'établir des réglementations sur les subventions internes. Par exemple, les États-Unis n'ont ni communiqué ni notifié leurs mesures de soutien interne à l'OMC depuis 2001, c'est-à-dire, une année avant l'édiction de la dernière Farm Bill. Ainsi, il est difficile de savoir si cette loi est conforme aux règles de l'OMC. De plus, les États-Unis ont mis du temps à se conformer aux décisions du panel de règlement des différends de l'OMC.² En 2004, ce panel a conclu que les subventions américaines pour leur production de coton étaient néfastes pour l'industrie brésilienne par leur influence à la baisse sur les cours mondiaux. Les États-Unis ne se sont toujours pas conformés à cette décision alors qu'ils avaient jusqu'au 1er juillet 2005 pour le faire. Le Brésil a maintenant demandé formellement à ce qu'une nouvelle requête soit faite auprès du règlement des différends de l'OMC pour contraindre les États-Unis à respecter la décision.³

Des propositions en forme de coquilles vides

La proposition de négociation de l'administration Bush sur l'agriculture divulguée en octobre 2005 a également affecté la crédibilité américaine à l'OMC. Tandis que le représentant américain au commerce l'a décrite comme étant ambitieuse et importante,⁴ elle consistait en fait principalement en un déplacement des subventions de la boîte orange vers la boîte bleue, moins restrictive, ne modifiant en rien les niveaux des dépenses.⁵ De plus, cette proposition demandait aux autres membres de l'OMC de réduire fortement leurs barrières douanières pour les biens agricoles et exigeait une extension de la Clause de Paix. Cette dernière empêche tout membre de recourir au système de règlement des différends pour attaquer les subventions prévues par la Farm Bill. En 2006, l'Union Européenne accompagnée de neuf autres membres de l'OMC a demandé que les différentes propositions sur l'agriculture fassent l'objet d'une simulation économique. Celle sur la proposition américaine a montré que les dépenses pour le secteur agricole américain pourraient légalement augmenter.⁶

Les marchés intérieurs sont favorisés

Les agriculteurs américains sont de moins en moins intéressés par les marchés à l'exportation. Les promesses faites ces deux dernières décennies sur le potentiel des exportations ne se sont pas réalisées. Les exportations américaines sont restées à peu près constantes ces deux dernières décennies.⁷ En réalité, c'est le marché émergent des biocarburants qui a entraîné l'augmentation de la demande pour les matières premières américaines ces dernières années. Par exemple, les exportations de maïs du Midwest seraient divisées par deux d'ici 2008 si un quart des usines d'éthanol en projet seulement dans le Midwest se réalisaient.⁸ La préoccupation majeure des producteurs américains est de satisfaire la demande intérieure pour les biocarburants ainsi que celle pour l'alimentation animale. Lors de l'ouverture des discussions sur la Farm Bill, le 9 janvier dernier, le président du groupe sur l'agriculture au Sénat, Tom Harkin, a avancé que « Nous avons les moyens et je pense que nous devons élaborer et décider une Farm Bill qui encourage le secteur agricole à produire de l'énergie pour toute la nation ».⁹ L'importance croissante des biocarburants a modifié le contexte des discussions de la Farm Bill et pourrait à terme influencer les négociations à l'OMC. Toutefois, l'impact de la demande américaine pour les biocarburants sur le reste du monde est encore flou.

Des subventions plutôt que des prix

À travers une série de mesures, la Farm Bill prévoit différents types de subventions, détermine le niveau d'argent qui sera dépensé et les productions qui seront soutenues. Le programme sur les matières premières de la Farm Bill couvre une vingtaine de productions différentes. Cependant, la plus grosse partie de l'argent et des ressources est allouée au maïs, au soja, au coton et au riz. Le programme sur les matières premières, mis en place en 1950, ne concerne que les denrées qui peuvent être stockées, excluant ainsi les fruits et les légumes. Le programme des subventions des États-Unis est très critiqué pour son lien avec la dépréciation des cours mondiaux des matières premières agricoles. Cependant, cette focalisation sur les subventions américaines n'est pas toujours pertinente. Les subventions agricoles américaines, telles qu'elles sont catégorisées par l'OMC, ont augmenté ces dix dernières années pour passer d'un peu plus de 7 milliards de dollars en 1995 à 23 milliards en 2000.¹⁰ Les importantes fluctuations interannuelles des subventions s'expliquent par les évolutions des cours mondiaux. Si le prix du marché pour le maïs est élevé, le niveau des subventions tombe. Inversement, si le prix est bas, les subventions augmentent. Ainsi, les subventions ne jouent qu'un rôle marginal dans la décision des agriculteurs américains de s'engager dans une production. L'augmentation des subventions américaines ces dix dernières années est plutôt liée à la suppression décidée lors de la Farm Bill de 1996 des instruments de contrôle de la production. Selon ces instruments, les agriculteurs étaient habilités à recevoir ces paiements si une partie de leur production était mise de côté. Encouragées par la suppression de ces instruments, les surproductions agrico-

les américaines ont atteint de tels niveaux que les prix sont tombés pour la plupart des cultures bien en dessous du coût de production. Selon le Centre d'analyse des politiques agricoles de l'Université du Tennessee, la suppression des subventions américaines ne ferait pas véritablement réduire le niveau de production des cultures américaines mais plutôt basculer la production vers d'autres cultures. Au final, le problème de la surproduction et de la baisse des prix persisterait.¹¹

Paradoxalement, la Farm Bill de 1996, édictée dans le but de se conformer aux règles de l'OMC, avait prévu l'élimination progressive des subventions agricoles à partir de 2001 en optant pour le « découplage ». Ce mécanisme rompt avec le lien ancien entre le niveau de production et les paiements agricoles. Les « versements à titre d'urgence » accordés lorsque les prix chutaient à cause de la surproduction agricole ont été remplacés en 2002 par des paiements faisant partie intégrante de la Farm Bill, les « paiements contra-cycliques ».

En 2006, la croissance du marché de l'éthanol a provoqué une augmentation des prix du maïs pour atteindre les niveaux les plus hauts depuis 10 ans. Elle a eu des effets sur les autres cultures notamment sur le blé et le soja et également sur les aliments pour animaux. Les subventions ont baissé à cause de cette augmentation de la production d'éthanol et de son prix, pour passer de 24,3 milliards en 2005 à 16,5 milliards en 2006 selon les estimations.¹² Les projections du département américain de l'agriculture font part de la poursuite de la hausse du prix en 2007 et de la baisse des subventions. Est-ce que cette hausse des prix, causée par la production d'éthanol, est liée à un soubresaut, comme en 1995 aux États-Unis juste avant l'élaboration de la Farm Bill en 1996 ou est-ce un phénomène structurel ? Cette question reste sans réponse pour l'instant.

Les dégâts causés par le « dumping »

Ces dernières décennies, la Farm Bill a volontairement tiré les prix vers le bas pour accroître les marchés à l'exportation. Dans bien des cas, les cultures américaines étaient en fait exportées à des prix inférieurs aux coûts de production (connu sous le terme de dumping). Ce dumping agricole octroie un avantage injuste aux entreprises américaines de l'agro-business. En effet, les prix mondiaux chutent et les possibilités pour les autres pays d'accéder aux marchés sont réduites.¹⁵ Cette chute structurelle des prix peut avoir deux effets majeurs sur les pays en développement producteurs des mêmes denrées. Le premier est que sans aides de l'État les agriculteurs des pays en développement sont chassés de leur propre marché par les prix extrêmement bas des importations (au dessous des coûts de production). Puis, cette concurrence à bas coût diminue la part de marché des agriculteurs qui vendent leurs produits pour l'exportation. Pour saisir la totalité des effets du dumping à l'exportation, il faut tenir compte de la pression menée par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International depuis plus de 20 ans pour que, en échange de leur soutien financier, les pays en développement réduisent leurs barrières douanières.

Le développement et la croissance dans les pays les moins avancés sont au départ assurés par le développement agricole.¹⁴ Les recherches démontrent que la sécurité alimentaire d'un pays en développement est mieux assurée par l'amélioration de la productivité locale que par la dépendance aux importations alimentaires à bas prix (vendues à prix de dumping).¹⁵ Un prix équitable pour les agriculteurs va également favoriser la stabilisation de la demande en main d'oeuvre salariée pour l'économie locale.¹⁶ Les multinationales de l'agro-business des États-Unis et de l'Union Européenne ont été les plus impliquées dans le dumping agricole. L'Institute for Agriculture and Trade Policy a apporté les preuves des hauts niveaux de dumping des entreprises américaines depuis 1990.¹⁷

Les Farm Bills encouragent le « dumping »

Les deux dernières Farm Bills ont eu un rôle déterminant dans le dumping pratiqué par les multinationales basées aux États-Unis. Elles ont encouragé la surproduction et ont tiré vers le bas les prix des matières premières agricoles. En comparant les sept années qui précèdent la Farm Bill de 1996 et les sept années qui suivent (1997-2003) les niveaux du dumping à l'exportation des cinq plus importantes matières premières agricoles d'exportations ont connu une hausse significative.¹⁸

- * Le niveau moyen du dumping pour **le blé** est passé d'une moyenne de 27 % chaque année avant le Farm Bill de 1996 à **37 %** par la suite.
- * Le niveau moyen du dumping pour **le soja** est passé d'une moyenne de 2 % chaque année avant le Farm Bill de 1996 à **11,8 %** par année par la suite.
- * Le niveau moyen du dumping pour **le maïs** est passé d'une moyenne de 6,8 % chaque année avant le Farm Bill de 1996 à **19,2 %** par année par la suite.
- * Le niveau moyen du dumping pour **le coton** est passé d'une moyenne de 29,4 % chaque année avant le Farm Bill de 1996 à **48,4 %** par année par la suite.
- * Le niveau moyen du dumping pour **le riz** est passé d'une moyenne de 13,5 % chaque année avant le Farm Bill de 1996 à **19,2 %** par année par la suite.

L'aide alimentaire : il est temps de faire quelque chose !

Le programme d'aide alimentaire des États-Unis est compris dans le chapitre III de la Farm Bill. La Farm Bill détermine la manière et le type d'aide alimentaire qui va être allouée. L'aide alimentaire est souvent citée comme un exemple de la générosité de la politique agricole américaine. Très critiqué dans le milieu du commerce international et de l'aide alimentaire, le programme américain est le plus controversé des programmes bilatéraux d'aide alimentaire. La critique principale est que toute l'aide est constituée d'aliments produits, emballés et transportés des États-Unis par des entreprises basées sur le sol américain au lieu de consacrer de l'argent à acheter de la nourriture bon marché proche du lieu concerné afin de soutenir les capacités agricoles à long terme des régions affectées par la pénurie alimentaire. Ainsi l'aide alimentaire américaine est plus chère et plus lente à être distribuée qu'elle ne devrait l'être. En effet, les prix sont jusqu'à deux fois plus élevés que ceux en vigueur sur le marché.¹⁹ Les achats locaux devraient être la priorité de l'aide alimentaire, afin de réduire les risques de dépendance dans le futur et d'injecter de l'argent dans l'économie locale. La plupart des pourvoyeurs d'aide alimentaire ont modifié leurs politiques, optant pour le versement d'argent plutôt que la distribution de nourriture. Les États-Unis et le Canada sont les seuls grands donateurs à ne pas verser d'argent dans le cadre de leur programme d'aide alimentaire.

En 2005, le Congrès a refusé la proposition de l'administration Bush d'octroyer 300 millions de dollars supplémentaires pour de l'aide alimentaire achetée à des sources locales ou aux régions concernées. Une alliance atypique composée d'entreprises américaines d'agrobusiness qui fournissent la nourriture et d'organisations non gouvernementales (ONG) qui à travers leurs projets de développement et d'aide humanitaire d'urgence distribuent l'aide, a réussi à convaincre le Congrès de maintenir le statu quo. Les ONG vendent une partie de leur aide alimentaire dans les pays bénéficiaires pour générer des fonds pour leur travail dans le développement. Ce processus connu sous le terme de « monétisation » a un coût élevé. Toutefois, le gouvernement américain ne serait pas prêt à remplacer cet argent par de l'aide additionnelle pour le développement.

L'aide alimentaire et l'OMC

Récemment, la question de l'aide alimentaire américaine a fait l'objet de discussions dans le cadre des débats sur la concurrence à l'exportation des négociations du cycle de Doha. Pour les économies concurrentes, l'aide alimentaire américaine pose deux problèmes principaux. Le premier est que les crédits à l'exportation utilisés par le gouvernement pour vendre le programme d'aide alimentaire excluent les concurrents du marché. Le deuxième est l'accroissement de la monétisation de l'aide alimentaire. Les États-Unis se sont opposés à toute nouvelle réglementation sur l'aide alimentaire en particulier sur la monétisation.²⁰ Les pays bénéficiaires ont préféré soutenir les États-Unis que de courir le risque d'accepter des nouvelles règles commerciales qui pourraient réduire l'aide alimentaire au niveau global avec la réforme des modes de livraison.

Du fait de la suspension du cycle de Doha, il n'est pas sûr que l'aide alimentaire des États-Unis soit modifiée par la nouvelle Farm Bill. La proposition du président Bush sur la Farm Bill prévoit plus d'argent pour l'achat d'aide alimentaire par les pays bénéficiaires. Bien que quelques ONG soient toujours attachées au processus de monétisation, les grandes ONG américaines impliquées dans l'aide alimentaire soutiennent de moins en moins ce mécanisme.

La concentration du marché affecte la concurrence

Les organisations d'agriculteurs et certains élus du Congrès exercent une pression croissante pour que le problème de la concentration du marché dans le secteur agricole soit inclus dans un nouveau chapitre de la Farm Bill. La concentration du marché s'exprime par le nombre d'entreprises qui contrôlent un marché spécifique. Les marchés agricoles aux États-Unis ont été largement affectés par l'accroissement de la concentration du marché et du contrôle des entreprises de production d'intrants agricoles et de transformation. Le pouvoir de marché (market power) quant à lui se définit selon la capacité des entreprises à influencer les prix (en fixant des prix d'achat au dessus de ceux du marché et des prix de l'offre en dessous) et à réduire la concurrence. Les agriculteurs américains ont de moins en moins d'entreprises à qui acheter des intrants et de moins en moins d'entreprises à qui vendre leurs produits. Ce rétrécissement des deux extrémités de la filière provoque une baisse régulière des revenus agricoles. Actuellement, seulement quatre entreprises contrôlent 83 % du marché américain de la viande bovine, quatre autres contrôlent 64 % du marché de la viande porcine, quatre entreprises de production de farine contrôlent 63 % du marché et trois entreprises de pressage de soja contrôlent 71 % du marché. Beaucoup de ces secteurs ne sont plus seulement intégrés « horizontalement » (des entreprises dominent un secteur donné), mais le sont également « verticalement » (des entreprises dominent plusieurs secteurs le long de la même filière). Par exemple, Cargill fait partie des entreprises dominantes dans le secteur de la viande bovine, de la production de dinde, des aliments pour animaux, et du pres-

sage du soja.²¹ L'intégration verticale permet aux entreprises comme Cargill d'internaliser de nombreux coûts et d'avoir un avantage compétitif significatif sur ses concurrents.

L'innovation technologique dans le domaine des transports et de la communication a révolutionné la production alimentaire, la transformation ainsi que la distribution. Le secteur alimentaire est désormais véritablement globalisé et de nombreuses entreprises d'agro-business basées aux États-Unis comme Cargill, Archer Daniels Midland, Monsanto, Tyson Foods, Smithfield Foods et ConAgra sont présentes dans de nombreux pays à travers le monde.

La pression continue menée par les États-Unis à l'OMC et par la Banque Mondiale pour la baisse des barrières douanières a provoqué une plus grande ouverture des marchés et a aidé les entreprises dans l'alimentaire basées aux États-Unis à exercer leurs activités à l'échelle mondiale.²⁸

Remettre en cause la concentration

Un certain laxisme dans la mise en application de la loi anti-cartel par le gouvernement fédéral américain a renforcé le pouvoir de marché des entreprises agro-alimentaires basées aux États-Unis.²⁹ Alors que le Congrès s'apprête à édicter une nouvelle Farm Bill en 2007, la nécessité de réformer le système est de plus en plus partagée à l'intérieur du Congrès mais aussi à l'extérieur. Les propos du sénateur Charles Grassley (un Républicain de l'état Iowa) selon lesquels « l'intégration verticale réduit la capacité des producteurs indépendants de choisir leurs acheteurs et fournisseurs, et les empêche de recevoir un prix équitable pour leurs produits », en sont témoins.³⁰

En janvier, plus de 200 organisations américaines ont envoyé une lettre au Congrès pour que la concurrence fasse l'objet d'un chapitre dans la Farm Bill. Ce chapitre aurait pour but de restaurer l'équité des marchés. Il prévoirait l'accroissement du rôle du département américain de l'agriculture dans le processus précédant les fusions et la mise sur pied d'un bureau spécial sur la concurrence au sein du département.³¹ Il contiendrait des dispositions sur l'équité et la transparence dans les contrats agricoles entre les entreprises et les agriculteurs en améliorant l'application du « Packers and Stockyard Act », la principale législation anti-cartel dans le secteur agricole, et en divulguant obligatoirement les prix. La probabilité que des dispositions sur la concurrence soient intégrées dans la nouvelle Farm Bill est supérieure à ce qu'elle a pu être dans le passé. Si c'est le cas, ces efforts influenceraient certainement les activités mondiales des entreprises basées aux États-Unis.

La portée globale des multinationales américaines

Cargill	63 pays ²²
Archer Daniels Midland	États-Unis, Amérique Latine, Europe, Asie, l'Afrique et le Pacifique ²³
Monsanto	61 pays ²⁴
Tyson Foods	80 pays ²⁵
Smithfield Foods	8 pays ²⁶
Wal Mart	15 pays ²⁷

De mauvais fondements pour la santé publique

La Farm Bill a attiré l'attention des professionnels de la santé aux États-Unis mais aussi à travers le monde. Les pays en développement sont en train de connaître les mêmes crises sanitaires que celles des pays industrialisés. Il y a une explosion des maladies associées à l'obésité et aux régimes riches en calories et mauvais en terme nutritionnel (le diabète, les cancers ou maladies cardiovasculaires). Paradoxalement, on constate les mêmes carences en micro nutriments dans les régimes causant l'obésité que lors des famines, notamment l'anémie et la carence en vitamine A qui provoque la cécité chez les enfants de moins de 5 ans.³²

Aux États-Unis, un bon tiers des adultes américains et environ 9 millions d'enfants au dessus de 6 ans sont maintenant considérés comme obèses.³³ Les implications de l'obésité ainsi que son coût ont explosé ces dernières années. Du fait de l'intérêt croissant accordé aux problèmes d'obésité, plusieurs organisations de santé publique basées aux États-Unis, dont l'Association américaine pour la santé publique (American Public Health Association), commencent à s'intéresser à la Farm Bill.

La santé et le prix des matières premières

Alors que la Farm Bill a toujours tiré les prix des matières premières comme le maïs et le soja vers le bas, les prix des fruits et des légumes ont plutôt eu tendance à augmenter, ces produits ne recevant que peu de subventions. Les prix peu élevés ont fortement influencé les investissements de l'industrie alimentaire. Des produits qui n'existaient pas il y a quelques générations comme le sirop de maïs à haute teneur en fructose et l'huile végétale hydrogénée (utilisés comme additif pour le sucre et la matière grasse) se sont largement diffusés grâce aux prix artificiellement bas du maïs et du soja produits aux États-Unis. En fait, beaucoup de ces produits font partie des exportations de denrées transformées les moins chères au monde.

Aujourd'hui, un régime riche en graisse est désormais accessible à des niveaux de revenus de plus en plus bas. Le problème de l'obésité se propage parmi les classes économiques les plus pauvres de la population.³⁴ Au Brésil et au Mexique, comme aux États-Unis d'ailleurs, l'obésité est une maladie des pauvres plutôt que des riches.

Les options pour une Farm Bill plus juste

La Farm Bill a des impacts considérables sur les agricultures du monde entier. Les programmes agricoles des États-Unis sont montrés du doigt à l'OMC pour leurs violations des règles commerciales. Le dumping des entreprises agro-alimentaires basées aux États-Unis frappe de plein fouet les agriculteurs des pays pauvres. L'aide alimentaire est critiquée comme obstacle au développement agricole dans les pays touchés par la faim. Une poignée d'entreprises américaines, intégrées dans un marché mondial de plus en plus concentré, écrase les agriculteurs américains et ceux du monde entier. Enfin, la Farm Bill qui encourage artificiellement la production de matières premières bon marché affecte la santé aux États-Unis et dans le monde entier.

Alors que les programmes de la Farm Bill ont eu des impacts négatifs pour beaucoup d'acteurs, les entreprises agro-alimentaires basées aux États-Unis qui font partie des entreprises les plus influentes à Washington, en ont, quant à elle, largement tiré profit. Heureusement, il n'y a jamais eu autant d'organisations actives autour de la Farm Bill, notamment des organisations engagées dans la préservation de l'environnement, l'énergie, la santé ou encore la religion. Cet engouement pour la Farm Bill offre de nouvelles opportunités pour la formulation de propositions ou de réformes.

Recommandations

Une Farm Bill plus juste pour le monde doit inclure :

- * **Un programme sur les matières premières qui garantisse un prix équitable pour les agriculteurs et supprime le dumping à l'exportation.**
- * **Une application plus stricte des lois anti-cartels et une plus grande transparence des prix dans le secteur agricole et alimentaire qui permettraient une meilleure concurrence dans le marché mondial.**
- * **Le soutien aux secteurs alimentaires locaux, aux petits agriculteurs et à une plus grande sécurité alimentaire aiderai les États-Unis à diversifier leurs systèmes de cultures et à réduire leurs exportations agricoles.**
- * **Une période de transition pour mettre en place un système d'aide alimentaire basé sur le versement sans conditions d'argent et arrêter la vente a de l'aide alimentaire (monétisation).**

En parallèle à ce document sur les implications au niveau international de la Farm Bill, l'Institute for Agriculture and Trade Policy va faire une analyse du contexte domestique aux États-Unis avec un approfondissement des sujets comme l'énergie, la faim, l'immigration, la concentration du marché et la santé publique, et leur lien avec le Farm Bill.

**POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ
DE LA FARM BILL 2007 :
WWW.AGOBSERVATORY.ORG**

Références

1. Quaid, Libby. "Lawmakers, White House Set to Battle on Farm Bill." Associated Press. January 16, 2007. <http://www.yorkdispatch.com/business/ci_5023411>
2. Morrison, Nneka. Strengthening Compliance at the WTO. Institute for Agriculture and Trade Policy. September 2006. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=89107>>
3. Inside U.S. Trade. "U.S. Blocks Brazilian Request for Cotton Compliance Panel." September 8, 2006.
4. U.S. Trade Representative. "U.S. Offers Bold Plan on Agriculture to Jumpstart Doha Round." October 10, 2005.
5. Murphy, Sophia. The U.S. WTO Agriculture Proposal of October 10, 2005. Institute for Agriculture and Trade Policy. October 25, 2005. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=77195>>
6. WTO Committee on Agriculture. "Agriculture Domestic Support Simulations." May 22, 2006. <<http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refid=87952>>
7. Muller, Mark. Where are Future Markets for Midwest Agriculture? Institute for Agriculture and Trade Policy. March 2006. <<http://www.iatp.org/iatp/factsheets.cfm?accountID=421&refID=80441>>
8. Schoonover, Heather and Mark Muller. Staying Home: How Ethanol Will Change U.S. Corn Exports. Institute for Agriculture and Trade Policy. December 2006. <<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=96658>>
9. Brownfield Ag News. "U.S. Senator Harkin Picks Renewable Fuels for First Hearing." January 11, 2007. <<http://www.thepoultrysite.com/poultrynews/10740/us-senator-harkin-picks-renewable-fuels-for-first-hearing>>
10. Environmental Working Group. Farm Subsidy Database. <<http://www.ewg.org:16080/farm/regionsummary.php?fips=00000>>
11. Ray, Daryll, Daniel De La Torre Ugarte and Kelly Tiller. Rethinking US Agricultural Policy. Agricultural Policy Analysis Center, University of Tennessee. September 3, 2003. <<http://www.agpolicy.org/blueprint.html>>
12. U.S. Department of Agriculture Economic Research Service. Briefing Room for Farm Income and Costs. <<http://www.ers.usda.gov/Briefing/FarmIncome/nationalestimates.htm>>
13. Houck, James P. Elements of Agricultural Trade Policies. Prospect Heights, Ill.: Waveland Press, Inc. 1996.
14. E.g.: Peters, G.H. and Joachim Von Braun, editors. 1999. Food Security Diversification and Resource Management: Refocusing the Role of Agriculture? Proceedings of the Twenty-third International Conference of Agricultural Economics held at Sacramento, California, August 1997. The International Association of Agricultural Economists.
15. Barrett, Christopher B. "Does Food Aid Stabilize Food Availability?" Staff paper, Department of Agriculture, Resource and Managerial Economics, Cornell University. January 1999.
16. Timmer, C. Peter. Getting Prices Right: The Scope and Limits of Agricultural Price Policy. Cornell University Press: Ithaca, N.Y. 1986.
17. Murphy, Sophia, Ben Lilliston and Mary Beth Lake. WTO Agreement on Agriculture: A Decade of Dumping. Institute for Agriculture and Trade Policy. February 2005. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=48532>>
18. Ibid.
19. Murphy, Sophia and Kathleen McAfee. U.S. Food Aid: Time to Get It Right. Institute for Agriculture and Trade Policy. July 2005. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=73512>>
20. Murphy, Sophia. Food Aid: What Role for the WTO? Institute for Agriculture and Trade Policy. November 17, 2005. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=77567>>
21. Hendrickson, Mary and William Heffernan. Concentration of Agricultural Markets. Department of Rural Sociology, University of Missouri. February 2005. <<http://www.nfu.org/wp-content/uploads/2006/05/Concentration%20Tables%202005.pdf>>
22. Cargill Web site. <<http://www.cargill.com/about/index.htm>>
23. Archer Daniels Midland Web site. <<http://www.admworld.com/naen/about/locations.asp>>
24. Monsanto Web site. <http://www.monsanto.com/monsanto/layout/about_us/locations/default.asp>
25. Tyson Foods Web site. <<http://www.tyson.com/Corporate/AboutTyson/CompanyInformation/>>
26. Smithfield Foods Web site. <http://www.smithfieldfoods.com/upload/sfd_ar06.pdf>
27. Wal-Mart Web site. <<http://www.walmartstores.com/GlobalWmStoresWeb/navigate.do?catg=14>>
28. Murphy, Sophia. Concentrated Market Power and Agricultural Trade. Ecofair Dialogue. August 2006. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=89014>>
29. U.S. Department of Agriculture Office of the Inspector General. "Audit Report: Grain Inspection, Packer and Stockyard Administration's Management and Oversight of the Packers and Stockyards Programs," Report No. 30601-01-Hy (January 2006). <<http://www.usda.gov/oig>>
30. Grassley, Charles. "Grassley Works to Ban Packer Ownership of Livestock." January 16, 2007. <http://grassley.senate.gov/index.cfm?FuseAction=PressReleases.View&PressRelease_id=5246>
31. National Farmers Union. Competition and Concentration. <<http://www.nfu.org/issues/economic-policy/competition-concentration>>
32. United Nations Food and Agriculture Organization. The Developing World's New Burden: Obesity. <<http://www.fao.org/FOCUS/E/obesity/obes1.htm>>
33. Schoonover and Muller, Food Without Thought. <<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=258&refID=80627>>
34. United Nations Food and Agriculture Organization. The Nutrition Transition and Obesity. <<http://www.fao.org/FOCUS/E/obesity/obes2.htm>>

